Agence Française de Lutte contre le Dopage : 16 février 2012

Résumé de la décision relative à M. Guillaume PONT :

« Lors de l'épreuve de course en ligne du championnat de France de cyclisme sur route,, M. Guillaume PONT, titulaire d'une licence délivrée par la Fédération française de cyclisme, a été soumis à un contrôle antidopage, effectué le 26 juin 2011 à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). Les résultats, établis par le Département des analyses de l'Agence le 15 juillet 2011 ont fait ressortir la présence d'érythropoïétine recombinante dans les urines de l'intéressé. Selon un rapport émis le 23 septembre 2011 par le Département des analyses de l'Agence, l'analyse de contrôle urinaire, intervenue à la demande de ce sportif, a confirmé ce résultat.

Par une décision du 28 octobre 2011, l'organe disciplinaire d'appel de lutte contre le dopage de la Fédération française de cyclisme a décidé, d'une part, d'infliger à M. PONT la sanction de l'interdiction de participer pendant quatre ans aux compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par cette fédération et, d'autre part, de demander à l'Agence d'étendre les effets de cette sanction aux activités de l'intéressé pouvant relever des autres fédérations sportives françaises et, enfin, d'annuler les résultats individuels obtenus par celui-ci lors de l'épreuve de course en ligne du championnat de France de cyclisme sur route organisée le 26 juin 2011, avec toutes les conséquences en découlant, y compris le retrait de médailles, points et prix.

Par une décision du 16 février 2012, l'Agence française de lutte contre le dopage, saisie sur le fondement des dispositions du 4° de l'article L.232-22 du code du sport, a décidé d'étendre la sanction prononcée par l'organe disciplinaire d'appel de lutte contre le dopage de la Fédération française de cyclisme, pour son reliquat restant à purger, aux activités de M. PONT relevant des autres fédérations sportives françaises. La décision prend effet à compter de la date de sa notification à l'intéressé. »

N.B. : la décision a été notifiée par lettre recommandée au sportif le 22 mars 2012, ce dernier ayant accusé réception de ce courrier le **23 mars 2012**. L'intéressé est suspendu jusqu'au **22 août 2015 inclus**, date d'expiration de la décision fédérale du 28 octobre 2011 susmentionnée.